



Societat Civil Catalana exige le respect à l'État de droit

Les représentants des groupes parlementaires séparatistes du Parlement de Catalogne, Junts pel Sí (Ensemble pour le Oui) et la CUP (Candidature d'Unité Populaire), ont présenté le 27 octobre, une proposition de résolution pour qu'elle soit instruite en séance plénière en urgence. Cette proposition affirme que commence un «processus de création de l'État catalan indépendant sous forme de république»; appelle le futur gouvernement à «respecter exclusivement les normes ou mandats émanant de cette Chambre»; démarre «l'adoption des lois sur le processus constituant, la sécurité sociale et les finances publiques; et fait connaître tout cela à l'État espagnol, à l'Union Européenne et à l'ensemble de la communauté internationale», entre autres points.

Ladite déclaration fait suite aux déclarations proférées la veille par la nouvelle présidente de la Chambre, Carme Forcadell, ces faits s'inscrivant dans une «feuille de route» que le mouvement sécessionniste catalan cherche à mettre en œuvre, en dépit de la défaite politique impliquées par les résultats des élections régionales du 27 septembre dernier.

En ces circonstances, Societat Civil Catalana affirme que:

- 1) L'action des partis séparatistes constitue un défi à l'État de droit, représente une rupture claire de la légalité en vigueur, et place les institutions espagnoles dans une situation limite, sans pareille dans d'autres démocraties avancées.
- 2) Les actes des partis séparatistes n'ont aucune légitimité et ne peuvent en aucun cas se prévaloir de l'appui de la majorité des citoyens, majorité qui refuse le processus indépendantiste. Une minorité, si compacte et mobilisée qu'elle soit, ne peut pas s'imposer à toute la société.
- 3) Les forces politiques séparatistes prennent en otage de leurs projets inconséquents tous les citoyens de la Catalogne, creusant la fracture sociale et mettant en péril la stabilité de l'économie de la Catalogne et de l'ensemble de l'Espagne. Les citoyens catalans, en particulier les groupes les plus faibles, nous sommes les principales victimes de l'irresponsabilité des séparatistes.
- 4) Societat Civil Catalana soutiendra les institutions de l'État dans leur réponse à l'accomplissement des défis et menaces des partis séparatistes. Ceux-ci se produisent de façon préméditée et déloyale, dans un moment où la société et les institutions espagnoles se trouvent à la porte d'élections générales.

Nous demandons aux citoyens qu'ils tournent le dos aux appels des partis séparatistes et de leurs antennes sociales et médiatiques, et qu'ils maintiennent le calme et la confiance en l'État de droit.

Le Comité directeur de SCC

